

*Les subsides*

J'ai aussi parlé d'une autre tendance dans notre société moderne. Le fait que le discours du trône soit plein de promesses vides me rappelle l'histoire que j'ai racontée à ce groupe. J'ai dit que nous devons nous méfier de l'équivalent moderne des faux prophètes, parce qu'il y en a beaucoup dans le pays. Le gouvernement libéral du Canada en compte certainement un bon nombre.

Voyons certaines des techniques qu'ils utilisent. L'une, bien entendu, consiste à annoncer un nouveau programme gouvernemental ou une modification à un programme existant. On distribue de la documentation dans le pays, les ministres font des discours à droite et à gauche. Toutefois le gouvernement ne présente pas le changement ou le nouveau programme. En d'autres termes, il profite de la publicité, puis il se défile. Il ne passe pas aux actes.

Une autre technique de ces faux prophètes est de faire de la publicité pour un programme dans tout le pays, là encore en distribuant des brochures luxueuses comme celles qui ont été disséminées sur le tarif du Nid-de-Corbeau. Le gouvernement fait tout ce qu'il peut pour faire croire qu'il propose des programmes pour la petite entreprise, les femmes, les pensionnés et d'autres groupes. Toutefois il n'explique jamais aux entrepreneurs, aux pêcheurs, aux agriculteurs ce qu'ils doivent faire pour profiter de ces programmes. En d'autres termes, le gouvernement n'est jamais franc et honnête au sujet de ses programmes.

Une troisième technique est d'annoncer un programme, de faire de la publicité et de le présenter réellement. Il est adopté et certaines personnes peuvent en bénéficier. Toutefois, lorsqu'elles font leur demande, elles constatent que les fonds disponibles sont limités.

Voilà donc trois des techniques utilisées par les faux prophètes du gouvernement. Toutefois, comme beaucoup d'autres faux prophètes, tout ce qu'ils font, c'est décourager ceux qui les écoutent avec un respect presque religieux.

Il nous faut un nouveau discours du trône. Les Canadiens ont besoin de nouvelles mesures législatives, ils veulent que l'on donne une orientation à leur pays. Nous sommes dans une situation économique très grave qui brise le tissu social. Elle menace les familles, les femmes, les enfants et tous ceux qui voudraient travailler. Ceux qui veulent empêcher la Banque royale de saisir leur exploitation agricole et ceux qui veulent que leur entreprise reste active en souffrent. Il leur faut un discours du trône. Après trois ans, les Canadiens ont droit à un discours du trône et à un sens d'orientation. Mais ils ne veulent pas, et ils rejetteraient d'emblée, une autre série de déclarations de faux prophètes qui promettent la lune sans jamais rien réaliser, sans jamais offrir de services, sans jamais donner de direction ni se préoccuper du sort des administrés. Nous voulons ce discours du trône, mais nous voulons nous assurer qu'il ne s'agira pas simplement d'un ramassis de propagande politique sans lendemain dont les contribuables feront les frais. Apportez-nous une orientation, mais veillez à nous offrir plus que des boniments politiques.

**M. Clarke:** Le député de Churchill disait-il à la Chambre que le gouvernement a lamentablement échoué dans ses tentatives pour réaliser les engagements annoncés dans le discours du trône qui a été lu à l'autre endroit? Dit-il que le gouvernement actuel s'est révélé singulièrement impuissant à résoudre les problèmes des Canadiens moyens? Demande-t-il au parti libéral d'abandonner le pouvoir et de faire appel au peuple ou réclame-t-il au moins la démission du premier ministre pour que les militants libéraux, ceux qui ont tellement honte de leur parti, puissent élire un nouveau leader parlementaire et que le pays bénéficie d'une nouvelle direction?

**M. Murphy:** Je partage évidemment les préoccupations du député de Vancouver Quadra. Dans mes demandes je m'en suis tenu naturellement aux termes de la motion de l'opposition conservatrice, qui ne réclamait malheureusement pas la démission du gouvernement. Je le regrette. Mais si le député me demande si le gouvernement a dirigé le pays, je dois forcément répondre non. S'il me demande si le gouvernement a tenu ses promesses, je réponds non. S'il me demande si le gouvernement gère bien le pays, je réponds non. S'il me demande si le gouvernement doit démissionner, je réponds oui.

● (1710)

**M. Clarke:** Monsieur le Président, je me demande si le député de Churchill (M. Murphy) n'aurait pas pu le prévoir en 1979 quand lui et ses collègues se sont empressés d'appuyer le parti qui siège de l'autre côté de la Chambre?

**M. Murphy:** Monsieur le Président, nous avons passé la majeure partie du débat à rappeler que le discours du trône remonte à trois années en arrière. La rancune des conservateurs remonte encore plus loin. Le 18 février 1980, les électeurs du Canada ont renversé le gouvernement conservateur.

**M. Clarke:** Ils ont été trompés.

**M. Murphy:** S'il faut en croire le député, ils ont été trompés. Laissez-moi expliquer encore une fois ce qui s'est passé pour ceux qui ont un sens révisionniste de l'histoire.

L'ancien ministre des Finances a présenté un budget. Les libéraux ayant proposé une motion de défiance, nous avons expliqué dans notre propre amendement pourquoi nous ne pouvions pas approuver le budget. Le gouvernement conservateur d'alors a décidé qu'il ne modifierait pas son budget, qu'il ne discuterait pas avec son allié aux Communes, le Parti du Crédit social, et qu'il laisserait le vote avoir lieu. Ils ont été défaits à cette occasion. Deux mois plus tard, ils étaient renversés non par les libéraux ou par les démocrates, mais par l'électorat canadien. Les électeurs avaient repoussé leur budget, rejeté le gouvernement et aussi le chef de leur parti.

A l'heure actuelle, ce parti a entrepris de se défaire de son chef. Je ne vois pas pourquoi on nous reproche d'avoir tenté la même chose il y a trois ans déjà.

**M. Clarke:** Monsieur le Président, je pense que le député de Churchill a besoin d'une leçon de mathématiques. Il dit qu'en 1979 le gouvernement n'avait pu recueillir les votes d'un parti qui détenait cinq sièges à la Chambre alors que le gouvernement a été défait par six voix.